Haute-Saône

Une enquête pour comprendre et décrypter les violences au sein du couple

Dans son ouvrage *Auteurs, victimes face aux violences conjugales*, paru le 2 octobre, Lucie Jouvet Legrand enquête sur les violences conjugales en Haute-Saône. Ce travail de recherche, initié par la préfecture haut-saônoise, l'a menée à la rencontre d'auteurs et victimes de tous horizons. Un terrain de recherche « rare ».



Lucie Jouvet Legrand, enseigne au département Information et Communication de l'Institut universitaire et technologique de Besançon. Photo Louise Clerget

« Les violences conjugales sont loin d'être des phénomènes nouveaux. Pendant des siècles la domination masculine a été considérée comme légitime. Cet héritage de normes continue de peser là ou survient la violence », explique Lucie Jouvet Legrand. De ses recherches, l'enseignante, chercheuse et maîtresse de conférences en socio-anthropologie, en a fait un ouvrage, paru le 2 octobre 2026. *Auteurs, victimes face aux violences conjugales* retrace l'enquête, initiée par la préfecture de Haute-Saône, qu'elle a menée auprès de 41 témoignages distincts, mêlant paroles d'auteurs et victimes, sans correspondances entre eux.

La chercheuse y analyse, grâce aux entretiens et questionnaires réalisés sur le terrain, « la manière dont la violence se construit, se légitimise ou se subit dans l'espace conjugal ». Pour cela, elle a poussé entre 2023 et 2025, les portes d'associations, centres pénitentiaires, stages de responsabilités et Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP). Une occasion de rencontrer 20 victimes, dont 19 femmes et un homme. Ainsi que 21 auteurs, tous des hommes reconnus « institutionnellement comme responsables ».

« Comprendre ce que la société dit d'elle-même »

Un terrain que Lucie Jouvet Legrand qualifie de « rare » au vu de la diversité des profils en termes d'âge, de niveaux de diplôme et de parcours. En 2021, les forces de sécurité auraient enregistré 466 victimes de violences conjugales, contre 591 en 2022.

« À cette période, nous avons constaté une augmentation du nombre de violences conjugales. Nous voulions améliorer la prise en charge des victimes. C'est à partir de ce constat que le projet a été initié », raconte Caroline Lopez-Guzman, déléguée aux droits des femmes et à l'égalité à la préfecture de Haute-Saône. Physiques, sexuelles, psychologiques, financières, administratives, symboliques, de contrôles : toutes les violences ont été catégorisées, bien qu'elles puissent parfois être indissociables.

La Haute-Saône, un exemple parmi d'autres

Pour Lucie Jouvet Legrand, « comprendre ces violences, c'est comprendre ce que la société dit d'elle-même lorsqu'elle les nomme, les explique ou les tait ». Elles seraient révélatrices des « normes et valeurs qui organisent la vie sociale » et non un fait divers, une pathologie individuelle ou un dysfonctionnement de couple.

Le terrain analysé dans son ouvrage n'est, selon elle, pas spécifique à la Haute-Saône : « Il peut se projeter partout. La seule particularité de ce département est sa ruralité, ce qui complique la démarche des victimes pour demander de l'aide ». D'autant plus qu'au sein des récits de victimes recueillis, Lucie Jouvet Legrand a souvent constaté une prise de conscience difficile. « J'ai parfois entendu ''Je suis un peu folle'' ou ''Je n'ai pas vraiment vécu ces événements'' », détaille-t-elle.

Fin 2025, en amont de l'écriture de cet ouvrage, Lucie Jouvet Legrand, a pu restituer ces recherches à la préfecture de Haute-Saône. D'après Caroline Lopez-Guzman, « cela a permis d'adapter notre réponse, en travaillant sur la mobilité des victimes ou les places d'accueil en cas d'urgence ». Mais pour lutter contre les violences conjugales, Lucie Jouvet Legrand pense qu'il faut « modifier les représentations collectives », ensemble de croyances communes au sein de la société. Ainsi que les socialisations, processus par lequel un individu apprend, intériorise, des normes et des valeurs, qui ne seraient pas les mêmes selon le genre.

● **Louise Clerget**

Besançon

Le centenaire de la naissance d'Henri Fertet commémoré ce mardi

À la Citadelle a lieu ce mardi (16 h), la commémoration des 100 ans de la naissance d'Henri Fertet. Une occasion de rendre hommage à ce jeune résistant de 16 ans, exécuté en septembre 1943, pour des faits de résistance. Et dont le nom a récemment été donné, par Emmanuel Macron, à la première promotion de volontaires du nouveau service militaire national.



Jean-Jacques Fito, président de l'association À la Mémoire d'Henri Fertet. Photo Pierre Laurent

Mardi 27 octobre, à 16 h, à la citadelle de Besançon, a lieu la commémoration des 100 ans de la naissance d'Henri Fertet. Ouverte au grand public et organisée par l'association À la Mémoire d'Henri Fertet, cette cérémonie rend hommage à ce jeune Franc-Comtois exécuté en septembre 1943 pour des faits de résistance. Seront présents, Alice Rufo, Ministre déléguée auprès de la ministre des Armées et des Anciens combattants et le Général d'armée Thierry Burkhard, délégué national de l'Ordre de la Libération.

La cérémonie sera précédée d'une conférence, à 14 h, en salle Proudhon, dans le centre-ville de Besançon, animée Laurent Ducert et Francis Rousseau.

« Mettre en avant sa personnalité remarquable »

Une occasion de retracer le parcours de cet élève passionné d'histoire et d'archéologie, qui, enregistré sous le matricule « Émile », participa à des actions de résistance sous la direction de Marcel Simon, jeune agriculteur de 19 ans.

« À travers cette journée, nous voulons lui rendre hommage, mais aussi mettre en avant sa personnalité remarquable. À 16 ans, il portait déjà en lui des valeurs importantes », explique Jean-Jacques Fito, président de l'association. Des valeurs qui cent ans après, sont encore honorées. En déplacement à Orange, le 15 septembre, Emmanuel Macron a baptisé la première promotion de volontaires du nouveau service militaire national du nom d'Henri Fertet.

De ce jeune Bisontin, beaucoup se souviennent de la lettre touchante adressée, peu avant sa mort, à ses parents, dont certaines phrases résonnent avec l'actualité actuelle. Il était alors indispensable, selon Jean-Jacques Fito, de mêler la jeunesse à ce projet. En amont, il a travaillé avec un groupe de jeunes sur Henri Fertet et visité avec eux le musée de la Résistance et de la Déportation. Bande dessinée, exposition à disposition des établissements scolaires, œuvre : l'association compte multiplier les actions, pour que jamais son histoire ne soit oubliée.

● **Louise Clerget**

▶ **Sur le web**

La météo particulièrement capricieuse n'aura pas entravé le bon déroulement du Super comice, organisé cette année à Morteau.
Pour revivre cette journée à la gloire de la montbéliarde, scannez ce QR code

Siège social
rue Théophraste-Renaudot
54180 HOUDEMONT
N° vocal **0809 542 199**
www.estrepublicain.fr

Portage
Abonnements :
lerabonnement@estrepublicain.fr
0 809 100 399 Service gratuit + prix d'appel

L'EST Républicain — Ebra Groupe

SOCIÉTÉ DU JOURNAL L'EST RÉPUBLICAIN SA au capital de 100 440 280 €
Siège social : rue Théophraste Renaudot 54180 HOUDEMONT
ISSN 0240-4958 - CPPAP 0428C83160

Présidente du Groupe EBRA : Sophie GOURMELEN
Directeur général, directeur de la publication : Christophe MAHIEU
Rédacteur en chef : Frédérick MACÉ

Principal actionnaire : EBRA appartient au groupe CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE

Imprimerie : L'EST RÉPUBLICAIN, rue Théophraste Renaudot 54180 HOUDEMONT
Origine du papier : France, Belgique, Suisse et Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 97%
Eutrophisation : 0,010 Kg/Tonne de papier

ACPM ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité — Imprim'Vert — Journal Bac de tri — PEFC 10-31-3545